

Les communes face au défi de la numérisation

ADMINISTRATIONS L'Antenne Région Valais romand vient d'adopter une stratégie pour aider les communes à accélérer leur transition numérique. Il existe de grandes disparités entre les diverses municipalités.

PAR FLORENT.BAGNOUD@LENOUVELLISTE.CH

La transformation numérique des administrations publiques est plus que jamais en marche. Et les communes valaisannes, grandes comme petites, n'y échappent pas. Elles sont d'ailleurs nombreuses à utiliser des logiciels de gestion intégrée pour leur gouvernance interne, mais aussi à mettre en place des guichets virtuels sur leur site internet. Ceux-ci permettent aux citoyens de télécharger nombre de règlements et formulaires, voire d'effectuer certaines démarches administratives directement en ligne. Reste que des disparités existent d'une municipalité à l'autre. A Chalais, si la coordination entre les décisions prises par l'exécutif et les services de l'administration se fait via une plateforme numérique, aucun portail citoyen n'a été mis en place sur le site de la commune. «C'est une réelle lacune que nous devons combler», reconnaît la nouvelle présidente, Sylvie Masserey Anselin. «Le travail est colossal. Et il est primordial que les outils développés soient compatibles avec ceux utilisés par les autres communes.»



“Il est primordial que les outils développés soient compatibles avec ceux utilisés par les autres communes.”

SYLVIE MASSEREY ANSELIN
PRÉSIDENTE DE CHALAIS

Un partage d'expériences est nécessaire

Alors, quelle solution adopter? Comment assurer l'uniformité des documents, l'accès aux archives? Et comment valoriser les données existantes? Les réponses à ces questions pourraient provenir de l'Antenne Région Valais romand (ARVr) qui a développé une stratégie de gouvernance numérique pour ses 59 communes membres. Celle-ci se base sur une étude des besoins réalisée en collaboration avec l'eGov Innovation Center. L'objectif: accompagner ces entités dans l'implémentation d'une stratégie numérique qui permette d'optimiser leur fonctionnement interne, mais également leurs relations avec les citoyens, les entreprises et les partenaires institutionnels.

«Un sondage effectué fin 2020 a démontré que les communes manquaient de ressources internes spécialisées dans le numérique. En conséquence, un partage d'expériences et de lignes directrices concrètes serait source de précieuses économies d'échelle», indique Léonard Evéquo, directeur adjoint de l'ARVr. Pour ce faire, cinq ateliers de travail encadrés par des experts seront mis sur pied et



De nombreuses communes ont mis en place des logiciels de gestion intégrée pour leur gouvernance interne, mais aussi des guichets virtuels à l'attention de leurs citoyens. DR

proposés aux responsables communaux, entre juin 2021 et février 2022.

Un cadre éthique élaboré

En parallèle, l'ARVr travaille au développement d'un centre de compétences numériques. Avec l'idée d'utiliser les dernières technologies disponibles – dont l'intelligence artificielle – pour valoriser les données existantes et ainsi soutenir les décideurs communaux au quotidien.

Léonard Evéquo explique: «Lorsqu'une commune souhaite créer une école ou une nouvelle ligne de bus, sa décision se base sur de nombreuses variables. Celles-ci sont notamment la démographie, la mobilité, les attentes citoyennes ou les finances. Toutes ces données sont complexes à obtenir et à traiter, mais les technologies existent pour ce faire. Il semble dès lors pertinent de développer une forme d'intelligence décisionnelle à une échelle régionale.»

La stratégie comprend également la création d'un guide de bonnes prati-

ques pour aider les communes à progresser, quelle que soit leur typologie ou leur état d'avancement. «Cet outil devra également assurer une compatibilité régionale des systèmes implémentés», relève Léonard Evéquo. Et de préciser que la question de la protection des données figure au centre de tout le processus. «Aussi, ce guide fournira un cadre éthique lié à l'utilisation des données publiques.»

Monthey: 3,3 millions pour la numérisation

En soutenant les communes dans leur numérisation, le directeur adjoint de l'ARVr a bon espoir que celles-ci aient défini et budgétisé une stratégie numérique d'ici à 2025.

Parmi les plus avancées, on retrouve les villes. A Monthey par exemple, un budget de 3,3 millions de francs répartis entre 2020 et 2022 a été dégagé pour accélérer cette transition. Le papier est désormais rayé des séances du Conseil municipal et tout le système comptable informatique a été transformé pour être en phase avec celui de l'Office des poursuites et faillites. «Et nos collaborateurs chargés du contrôle des factures à l'interne disposent depuis quelque temps d'une signature électronique», détaille le président de la Ville, Stéphane Coppey.

Concernant les services à la population, il évoque la création prochaine d'une plateforme d'e-construction dévolue notamment au suivi des demandes d'autorisation de construire et des mises à l'enquête (ndlr: cette plateforme



“Un sondage effectué fin 2020 a démontré que les communes manquaient de ressources internes spécialisées dans le numérique.”

LÉONARD ÉVÉQUOZ
DIRECTEUR ADJOINT DE L'ARVR

3 QUESTIONS À...



ROBERTO SCHMIDT
CHEF DU DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉNERGIE

«Pour le moment, il est vrai que nous ne sommes pas en avance»

Le nouveau Service de l'administration numérique aura-t-il un regard sur la mise en œuvre de la stratégie de gouvernance numérique au sein des communes?

Des contacts avec les antennes régionales ont déjà été établis. Nous devons travailler main dans la main avec les communes et aller de l'avant. Il est indispensable que la stratégie cantonale et la stratégie de gouvernance numérique portée par l'Antenne Région Valais romand (autant d'ailleurs que celle du Haut-Valais) soient alignées. Dans ce sens, il est prévu une collaboration étroite entre le canton et les communes, sous une forme à définir dans une nouvelle loi sur l'administration numérique, qui préavisera la stratégie et le plan de mise en œuvre à l'intention du Conseil d'Etat.

Des soutiens financiers pourraient-ils être accordés aux communes?

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil décidera des moyens financiers de la stratégie, ainsi que de la répartition entre le canton et les communes. Différents modèles de soutien sont envisageables, notamment le financement de projets communs ou des appuis humains ou financiers. Il convient encore d'encourager d'autres sources de financement ou de soutien proposés par e-Government Suisse.

Par rapport à d'autres cantons, le Valais est en retard en matière de numérisation des administrations...

Pour le moment, il est vrai que nous ne sommes pas en avance. C'est une raison pour laquelle le Département des finances et de l'énergie a proposé la création d'un service, avec l'ambition d'accélérer la cadence. Nous sommes en train de nous adapter aux attentes de la population.



“L'ARVr offre des compétences et un cadre sécuritaire nécessaire à la poursuite de nos objectifs de numérisation.”

STÉPHANE COPPEY
PRÉSIDENT DE MONTHÉY

est un projet cantonal qui concerne toutes les communes). Le service de la jeunesse sera également numérisé. «Il sera par exemple possible de réserver une place de crèche directement en ligne.»

Le guichet physique ne disparaîtra pas

Malgré ces démarches bien avancées, Stéphane Coppey assure que la Ville aura tout à gagner de la stratégie mise en place par l'ARVr. «Par son accompagnement, cette entité offre des compétences et un cadre sécuritaire nécessaire à la poursuite de nos objectifs de numérisation.»

Le président montheysan relève l'importance de maintenir un guichet physique pour les personnes qui ne sont pas connectées. Une vision que partage Sylvie Masserey-Anselin. «C'est essentiel. D'une manière ou d'une autre, toute la population doit avoir accès à l'ensemble des services de l'administration.»